

Jules dans les sables d'Afrique

P des maire de Mantes-la-Jolie. Cette année-là, le département et la mairie décident d'engager plus de 1 million d'euros par an pour soutenir le développement local dans une demi-douzaine de pays africains.

Première cible, le Maroc et la région de Matam, au Sénégal. Un choix qui ne doit rien au hasard : de nombreux élec-

teurs de Mantes sont originaires de ces deux contrées. Pure coïncidence, les conventions de coopération sont signées à la veille des élections législatives de juin 2007, où Bédier sera réélu de justesse. En mai dernier, il a été démis de tous ses mandats à cause d'une bête condamnation à 18 mois de prison avec sursis pour corruption et recel d'abus de biens sociaux.

Digue ensablée

Les travaux annoncés se sont fait désirer. En 2008, Bédier se vante d'avoir achevé une demi-douzaine de chan-

tiers dans la région de Matam. En fait, deux seulement ont été menés à bien : l'aménagement d'une salle de classe et la réalisation d'un forage d'eau potable. Les autres projets ont été annulés ou reportés. Contacté par « Le Canard », le maire d'Oroussogui (Sénégal) confie ainsi qu'il attend toujours la construction de la digue et du bassin de rétention promise depuis 2007 et l'installation du système d'irrigation de la bananeraie que Bédier prétendait avoir inauguré en 2008...

Le département a pourtant versé les subventions prévues

à l'Adeframs, une petite association chargée de coordonner son action. Mais seulement 9 % des sommes reçues en 2007 par l'Adfeams pour le Matam ont été dépensés dans l'année. Et ce n'est guère mieux aujourd'hui : à lire les comptes de 2009, le département a déjà payé des travaux qui n'ont pas encore commencé. En revanche, d'autres factures ont pris de l'embonpoint. Par exemple, le prix de l'équipement du forage d'Oroussogui a triplé en moins de deux ans. Et le devis pour une motopompe fait mourir de rire les professionnels : 40 000 euros, au moins cinq fois le prix réel...

D'autres subventions ont été distribuées selon des procédures irrégulières, voire à des associations qui ont disparu sans laisser d'adresse, comme l'atteste une note du conseil général. Il y en a, au total, pour 400 000 euros. Mais les successeurs de Bédier ont aimablement décidé de « tirer un trait » sur cette affaire, « en accord » avec le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, qui devait apporter sa propre contribution financière. Besson avait peut-être expulsé par mégarde les bénéficiaires...

Hervé Liffra

POSITIF ALLÉGÉ DURANT LES FÊTES

Les biens: le virus
PAUSE PENDANT
LES SCOLAIRES!



Département intouchable

AVEC un budget de 1,3 milliard, les Yvelines comptent parmi les plus riches départements de France. Pourtant, ce bel argent est dépensé sans guère de contrôle. Cas unique en Ile-de-France, la chambre régionale des comptes n'a pas fourré son nez dans les affaires du conseil général depuis 2004. Et encore, la vérification portait seulement sur la période 1995-2000.

A la différence d'autres grandes collectivités locales,

le département ne dispose d'aucun service d'inspection. Une « direction de l'évaluation » a bien été créée, mais elle n'existe que sur le papier. De son côté, le préfet des Yvelines, chargé du contrôle de légalité, paraît dormir du sommeil du juste. Il est vrai que son logement de fonction est entretenu gratis par le conseil général. Difficile, dans ces conditions, de cracher dans la main qui vous loge et repasse vos chemises...

Préparation des renforts pour Kaboul

décidé seul, comme informer Kouchner de ses ministres, mentaires. Et il a armées de choisir Au programme, une tielle du contingent ntaines d'hommes et plémentaires. Seront Kaboul des officiers instructeurs, qui, inités de l'armée afgeront au combat. des compagnies du rs iront participer à

français ne sera « offi-
état-major, que le 28
ondres. Ce jour-là se

Et les forces de police et de gendarmerie à 160 000. « Un doux rêve », à en croire les diplomates français en poste à Kaboul. « Une mission de très longue durée », admettent les militaires américains, qui se désolent de l'importance des désertions. A l'Assemblée, le 16 décembre, Kouchner a tenté d'expliquer ce désamour à l'égard de l'armée du président Karzaï : « Les talibans offrent 300 dollars par mois [à chaque combattant], et les soldats afghans n'en gagnent, eux, que 70. »

En décidant l'envoi d'un prochain renfort de 30 000 GI's, Obama avait, pour rassurer l'opinion américaine, annoncé que le retrait des troupes US d'Afghanistan dé-

buterait à l'été 2011. Mais personne, sur le terrain, ne croit aujourd'hui à cette folle promesse. Le général McChrystal, commandant en chef des forces de la coalition – venues de 43 pays... –, a récemment confié à ses collègues français, dont le général Druart, qu'il se disait bien plus pessimiste que son président.

Selon le rapport que ses interlocuteurs ont transmis à Paris, McChrystal estime qu'il faut continuer à traquer les insurgés dans les régions qu'ils contrôlent, à reconquérir des territoires, et non pas se contenter de « tenir » les grandes agglomérations, comme on l'avait pensé un moment préférable. Et, désormais, plus ques-

tion de croire qu'un gouvernement afghan disposera d'une belle et grande armée dès l'été 2011. Cet objectif, dit le général US, ne pourra être atteint avant 2013, si tout va bien. Car la formation des soldats, gendarmes et policiers afghans n'est pas de tout repos. Manque de motivation, corruption, désertions en série, recrutement obligatoirement ethnique, soldes insuffisantes, trahisons multiples, tout concourt à compliquer la tâche que Barack Obama a confiée à McChrystal. Sans compter ces foutus talibans, qui deviennent de grands professionnels en matière de guérilla.

A l'état-major français des armées, on s'interroge sur cette évolution de la stratégie américaine. L'« afghanisation » de la guerre serait donc remise à plus tard, à beaucoup plus tard, au profit d'une indivi-

Députés hors jeu

DEPUIS septembre 2008, l'Assemblée

Hervé Morin nagent en pleine contradiction.